En suspens

Nous n'irons pas à la grève comme nous allions à l'école...



Publié en février 2012, à Montréal,
dans le contexte de la
grève générale illimitée à venir.

« En suspens » et autres écrits
disponibles en ligne sur le site web de
La Mitrailleuse Diffusion :
www.lamitrailleuse.wordpress.com



À la genèse des textes ici réunis, il y aurait un malaise partagé. Un malaise devant une vision, par exemple, la vision d'un archipel de bâtiments, plutôt imposants, au milieu d'une ville. Dans ces bâtiments, des corps qui vont et qui viennent, se pressant, se saluant, pour aboutir à des rangées de sièges. Puis, chaque corps plongé dans un certain mutisme. Alignés tous ensemble, ces corps offrent le spectacle par trop banal d'une immobilité agitée, subissant le passage du temps en consultant parfois une montre ou, technophilie aidant, leur téléphone intelligent ou leur laptop. Ici, le corps est enfin produit comme déchet dispensable : il ne nuit plus à la valorisation de ses fonctions cérébrales enfin mise au service de cette « économie du savoir » ou de ce « capitalisme cognitif ».

Ce qui retient notre attention dans ce lieu central à la reproduction de la « société », c'est le spectacle glaçant de ces rangées de corps, généralement jeunes, *immobiles*, tenus à respecter une *saine* distance entre eux. C'est aussi la fragmentation de leur attention, leur regard oscillant entre leur ordinateur et ses innombrables fonctionnalités, un bouffon pénétré de son importance et occupé à déblatérer sur le thème du jour tenant lieu de professeur ainsi que tous les projets de vie ajournés bouillonnant dans leur tête. La chaise, le bureau, l'ordinateur, le professeur : un arraisonnement productif.

Un autre malaise cette fois : un enfant réveillé trop tôt, les yeux bouffis de sommeil, alors que l'aube pointe à peine. Le p'tit-dèj englouti en quatrième vitesse, la course-poursuite pour ne pas louper le bus, l'hostilité empesée du trajet de métro. Tout ça pour arriver à l'heure à l'école, usine à formater des petites personnes. Viendrait ensuite la morgue enjouée du prof en avant et son numéro de faux-enthousiasme pédagogique, la jungle de la récré dans laquelle il faut se démener pour ne pas rester à l'écart, avec les rejets. Une petite heure pour nourrir le corps et dégourdir les jambes et hop : retour au bureau. Finalement, le soir et son lot de devoir à rendre pour le lendemain. Si jeune et déjà le contrôle de tout son temps, la mobilisation de la pensée à des fins « utiles », le flicage des liens sociaux et l'enfermement dans un rôle à jouer : le mauvais apprenant, le cancre, le premier de classe.

Qui prend position prend parti, et qui prend parti déclenche toujours une guerre. *Prenez position*. Ce slogan figure probablement parmi les plus honnêtes qu'il nous soit donné de croiser. Les étudiants, ceux qui après le broyage de leur caractère imposé durant leurs jeunes années en ont redemandé pour une autre décennie, ne sont plus à critiquer comme jadis. Ils ont *pris position*, eux. Ils veulent gagner du galon, se retrouver un peu plus haut dans la pyramide sociale, quand bien même ils ne réussiraient pas à grimper plus d'un étage. Ce n'est qu'un piège de plus de les prendre comme un groupement ayant des intérêts communs à défendre. Comme si nous avions quoi que ce soit à dire à la plupart de ces gestionnaires ou scientifiques en devenir.

Malgré la pauvreté générale des étudiants (matérielle, spirituelle, affective), il existe pourtant une secrète solidarité entre eux et les petits-bourges qui,Q aujourd'hui, se font appeler *citoyens*. Comme eux, ils se vautrent souvent dans

l'altermondialisme-équitablo-bio (ou citoyennisme), celui-là même qui dévaste nos quartiers en les redessinant à coup de bars branchés, de cafés trendys, de centres socio-culturels et de logements sociaux accouplés aux îlots de condos. Cette tendance est aujourd'hui si forte que même ses ennemis « déclarés » (comme si nous étions à la douane) s'expriment dans son jargon. On se « mobilise », on se bouge pour sauver les meubles, on redemande un nouveau contrat social, bref on se sent *responsable*. Des leaders étudiants « contestataires » aux laquais lobbyistes, c'est partout la même perspective tronquée de gérer le désastre qui, à force de quotidienneté, a fini par devenir la toile de fond assumée du cirque productiviste qui tient lieu de « vie » à tous les citoyens apeurés. Plus que jamais, le consensus démocratique déracine toute épaisseur, toute volonté un peu trop dense de *faire corps*, d'en vouloir un peu trop méchamment à cette époque.

Enfin, ces textes sont aussi nés d'un malaise quant à ce que ces mots d'ordre suscitaient de dégoût en nous. Dégoût de la game qu'on prétend nous faire jouer en nous intimant d'être des grévistes *responsables* (entendre ici socialement rentable), comme si faire grève ce n'était pas d'abord se mettre en jachère face à ce travail continuel auquel on cherche à soumettre nos corps, nos esprits et nos affects. Car dorénavant, avoir une voix critique ou faire entendre celle-ci ne suffit plus, ce n'est au mieux qu'une des possibilité offerte par cette débauche de gimmicks dans laquelle on nous somme à chaque instant de choisir une personnalité en kit, la sauce dans laquelle noyer notre « subjectivité ». Il importe bien plus de se constituer en *corporéités critiques* au sein de cette guerre. Pour être en mesure de l'assumer, de vivre à sa hauteur. De vivre plutôt qu'attendre. Devant l'injonction à « changer cette société » ou à la combattre, nous sentons la nécessité d'*un léger pas de côté*. De faire sécession d'avec la logique commune du social et de sa contestation, celle de la *mobilisation*. Car nous ne tomberons plus dans ce racket ; il est un coup qu'on ne nous fera plus : celui de la *société*.



Quand t'étais petite, tu rêvais d'être libre. Maintenant, ta liberté tu en fais quoi?

Maintenant que j'ai décidé de prendre le temps de ne rien faire, de flâner, de dormir quand je veux, de ne plus avoir d'autres obligations que celles que j'ai choisies... Ce temps qui m'appartient, que j'ai repris, me semble vide.

Il n'y a rien à découvrir, plus rien à explorer, je sais déjà où mène chaque ruelle, chaque labyrinthe d'arbres, je ne sais plus jouer.

Il ne me reste plus qu'à retourner à l'école....



Qu'apprend-on à l'école qu'on ne pourrait pas apprendre ailleurs?

Est-ce que tu aimes aller l'école? Bien oui.
T'aimes l'école? Toi?
Qu'est-ce que... bien, moyen.
Est-ce que tu aimes ta prof? Oui.
Pourquoi? Je sais pas.
Elle est gentille? Oui.
Est-ce que tu as aimé ta prof de l'année passé? Moyen.
Pourquoi? Je sais pas.
Est-ce que ta prof te chicane? Non.
Est-ce que ta prof de l'année passée t'a déjà chicané? Oui.
Qu'est-ce qu'elle te faisait? Je sais pas.
Est-ce qu'elle aimait ça quand tu restais debout pour faire tes exercices? Il faut être assis pour faire les exercices.
Est-ce qu'elle te mettait dans un coin lorsque tu restais debout? Oui.
Est-ce qu'elle mettait les enfants qui parlent trop couchés par terre à plat ventre? Oui.
Est-ce qu'elle a déjà frappé un enfant avec sa règle s'il levait sa tête? Je sais pas.
Si tu n'écoutais pas la prof, tu étais le dernier à choisir ton jouet? Oui.
En fait, c'est les enfants qui avaient le feu vert de la prof qui décidaient qui étaient les derniers à pouvoir choisir leur jouet? Oui, c'est ça.
Est-ce qu'elle a déjà embarré une fille dans la toilette parce qu'elle a dit le mot caca? Il ne faut pas dire ce mot.
La note qu'elle m'a écrit un jour, c'était parce que tu as dit le mot caca en classe? [silence]
Ce n'est pas grave, je ne suis pas fâché. C'était quoi la punition que tu as eu? [silence] Mais pourquoi on va à l'école?

Suite à des événements, la psycho-éducatrice avait commencé à faire des visites surprises dans sa classe pour constater les différentes méthodes d'enseignement utilisées par l'enseignante et c'est comme cela que j'ai appris ce qui se passait avec mon fils. Il préférait ne pas m'en parler. C'est comme s'il avait peur de ma réaction. J'ai passé plusieurs semaines à discuter avec mon fils pour lui faire comprendre qu'il pouvait faire ce qu'il voulait, qu'il n'avait pas à se soumettre à une autorité. Il considérait ce qui s'était passé comme étant de sa faute[1] .

Cette expérience me rappelle mes propres traumatismes de jeunesse. En parlant avec d'autres, je me suis aperçu que je ne suis pas le seul à avoir subi des expériences déplaisantes à l'école : des cas d'humiliation publique, dE harcèlement, de violence physique et d'intimidation. Je me souviens de la prof de deuxième qui nous obligeait à nous mettre dans un coin de la classe selon la note obtenue à la dictée. Ou de la fois où une prof de 5e m'a humilié parce que j'avais des problèmes à prononcer des mots. Et la fois aussi qu'un prof de secondaire 1 a menacé un enfant de le jeter par la fenêtre et était frustré parce qu'il y avait une grille qui l'en empêchait. Puis quoi dire de la prof de secondaire 3 qui avait déclaré devant toute la classe que les purs laines devraient avoir honte puisque des filles d'immigrants savaient mieux écrire qu'eux. Et j'en passe.

Mais pourquoi envoie-t-on nos enfants à l'école? On nous dit que c'est durant l'école primaire que s'acquièrent les bases de l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et des mathématiques, mais quiconque passe du temps avec les enfants voit bien que les enfants veulent apprendre ce que nous faisons, donc qu'ils veulent apprendre à lire s'ils nous voient lire, à écrire s'ils nous voient écrire et à compter s'ils nous voient compter.

Qu'est-ce qu'on veut que nos enfants apprennent? L'école moderne est une institution sociale qui fut générée dans le contexte du développement de la société industrielle capitaliste. Aujourd'hui, on peut facilement constater que l'objectif derrière les réformes actuelles vise à faire concorder l'école avec les valeurs du capitalisme avancé : gestion par projets, compétences, formation continue, flexibilité, etc. Elle vise à préparer une main d'œuvre manipulable et adaptable selon les nécessités de l'économie. L'éducation ne cherche pas à former des individus libres et autonomes. La société est l'antithèse de la communauté autonome et autosuffisante.

Alors, comment apprennent-ils? À tous les jours, ils observent les activités des grands de leur entourage et apprennent comment fonctionnent les relations entre les personnes. Les enfants élevés dans un monde capitaliste apprendront à accepter les normes sociales de celui-ci, même s'ils sont en contact avec un discours autre.

Et les enfants apprennent de différentes manières, chacun ayant sa propre singularité dans sa façon d'apprendre. Ils apprennent en nous écoutant, observant, imitant et en expérimentant. Les enfants apprennent à tous les jours, à tout moment. Même si vous ne le réalisez pas, vos enfants vous « étudient » en ce moment même. Ils sont plus auditifs, visuels -ou les deux-, autodidactes ou ont un peu besoin d'aide, et ils apprennent sur les matières et sujets qui les intéressent et selon leur propre rythme.

Donc, pourquoi amenons-nous nos enfants à l'école? L'école est souvent vue comme un établissement accueillant des élèves afin que des enseignants leur dispensent un enseignement de façon collective. Le mot école viendrait du mot latin *schola*, signifiant « loisir consacré à l'étude », institution idéalisée par les philosophes/idéologues et perçue comme étant une catégorie socialement valorisée opposée à la sphère des tâches manuelles et productives. Je suis étonné de voir que l'école est un loisir consacré à l'étude, puisque lorsque je pense à l'école, je ne pense pas à une activité plaisante, je n'y vois pas une sphère opposée à des tâches productives, au contraire, j'y vois plutôt un fardeau et un lieu de productivité, un lieu où on se fait exploiter gratuitement, pis en plus on paie pour ça.

Mais s'ils ne vont pas à l'école, ils seront ignorants et mésadaptés, peut-on entendre de la bouche de certains. Selon plusieurs parents pratiquant l'école à la maison ou le « unschooling », le corpus éducatif d'une semaine d'école primaire et secondaire se réduit à environ 8 à 10h par semaine. Le reste du temps, nous apprenons à nous soumettre et à craindre l'autorité du prof, du directeur, de la TS en milieu scolaire, de la DPJ, des Centres jeunesses de la police et du tribunal jeunesse.

La discipline est au centre du projet éducatif de l'école



La société hiérarchisée repose principalement sur la domestication de l'humain. L'école obligatoire dure de plus en plus puisque « cela prend autant de temps pour briser suffisamment la volonté d'un enfant. Ce n'est pas facile de décon-

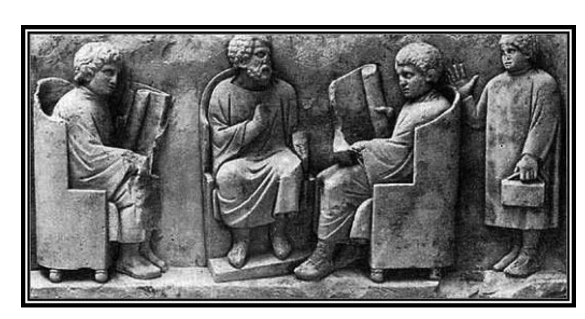
necter les volontés des enfants, de les déconnecter de leurs propres expériences du monde afin de les préparer aux conditions de travail pénibles et douloureuses qu'ils auront à endurer » (Jensen, 2000, p. 102).

L'école primaire obligatoire a été instaurée au Canada en 1871 et le contrôle par l'État du système éducatif s'est consolidé jusqu'en 1920. L'approche dominante dans les écoles a toujours été le formalisme pédagogique, c'est-à-dire une approche qui met l'emphase sur la discipline stricte, l'apprentissage par cœur et la mémorisation, quoique la dernière réforme tente timidement de s'en distancier tout en étant la cible d'une forte opposition de divers acteurs. Selon une analyse foucaldienne, l'école obligatoire sous le contrôle étatique représente un réseau de méthodes de surveillance et de coercition afin de normaliser les façons particulières d'apprendre et d'agir. Ceux qui ont refusé d'y amener leurs enfants les ont vus se faire enlever et interner dans des pensionnats, comme ce fut le cas pour les enfants autochtones et des communautés chrétiennes anti-étatistes comme les Sons of Freedom.

La discipline se pratique par la sangle et par la parole. En acceptant leur rôle social d'agent de l'État, les enseignants isolent les enfants les uns des autres, ils vont soulever les différences des enfants en classe pour mieux les catégoriser et pour que les autres les discriminent à leur tour, ils vont les humilier en public, ils vont les obliger à parler de la profession de leurs parents en classe afin de déterminer leur acceptabilité sociale, ils vont les impliquer dans la punition, ils vont les intimider devant la classe, les obliger à marcher seul jusqu'au bureau du directeur, à se mettre en rang, à se mettre debout devant les figures d'autorité et ils vont les conditionner à répondre aux sons de cloche.

Ce qui est mis de l'avant par ces pratiques est l'idée que les adultes possèdent l'enfant, qu'ils ont le contrôle légitime sur eux. C'était important de leur faire comprendre que le respect de l'autorité devait leur être imposé. Et ils savent très bien que dans la cour d'école, les enfants reproduisent et donnent légitimité à ces relations de pouvoir vécues en classe pour leur propre intérêt. Tout devait être fait pour les garder à leur place. Nous ne sommes donc pas étonnés lorsque nous apprenons qu'un élève a détruit du mobilier de l'école ou vandalisé la voiture d'un enseignant.

Les élèves sont donc la population à contrôler, surveiller, évaluer et discipliner ; l'école permet cela. La discipline n'est pas unique à l'école, on la retrouve aussi à la manufacture/usine, au bureau, à la prison et à l'hôpital psychiatrique.



Bref historique de l'école

Dans les premières civilisations, l'école a été inventée pour les scribes et autres fonctionnaires qui s'occupaient des rôles administratifs et religieux. Chez les anciens Grecs, l'école avait comme but de former les futurs soldats, avant qu'elle ne se transforme en un enseignement de la philosophie et de la rhétorique dispensé par les sophistes, pour les riches qui n'auront jamais à travailler.

Lorsque l'Empire romain pris de l'expansion, l'influence des Grecs s'est répandue dans celui-ci et les écoles ont eu comme objectif la formation des futurs fonctionnaires. Le christianisme s'est développé dans l'enceinte de la civilisation gréco-romaine et ses pratiques éducationnelles ont incorporé l'intellectualisme grec et la sévérité romaine, mettant au premier plan le principe occidental de l'homme qui se penche devant la loi et qui se sacrifie pour un idéal.

L'école monastique est apparue au quatrième siècle. Les écoles cathédrales ont été créées au 11e siècle et l'enrichissement de leur programme jusqu'au 16e siècle a marqué la naissance des universités. Les écoles primaires chrétiennes du17e siècle ont été fondées principalement pour christianiser le peuple et combattre l'oisiveté des pauvres.

C'est avec les Lumières que la discipline s'est retrouvée encore plus au centre du projet éducatif , puis c'est au 18e siècle qu'on commença à évaluer systématiquement les élèves, à organiser l'espace physique en rangées, à classer les élèves en groupes d'âge et à organiser une série de sujets à enseigner selon un ordre de difficulté toujours croissante. L'école républicaine nationale a été mise en place pour créer une citoyenneté plus homogène. On enseigne aux élèves qu'ils n'appartiennent pas à eux-mêmes, mais qu'ils sont plutôt la propriété de la nation.

Les partisans de l'école publique (les humanistes) étaient principalement intéressés à intégrer les masses dans la nouvelle économie industrielle et à disséminer les tensions sociales créées par des inégalités grandissantes. Les enfants des prolétaires devaient se faire éduquer efficacement à l'économie capitaliste industrielle naissante : centralisation des décisions, notation individuelle, standardisation du programme scolaire et tenue vestimentaire obligatoire. L'éducation acquérait ainsi son caractère institutionnel. Ce développement, qui a pavé la voie pour la bureaucratie du 20e siècle, était devenu essentiel à la reproduction du nouvel ordre industriel et des relations sociales capitalistes.

C'est également au cours du 19e siècle (en 1871 aux États-Unis) que l'école a commencé à être perçue comme un moyen efficace d'assimiler et d'acculturer les Amérindiens à la société dominante blanche. Les enfants étaient littéralement arrachés de leur famille et séparés pendant des années, punis s'ils parlaient leur langue et humiliés de leurs traits autochtones. Les parents ont tenté de résister aux enlèvements et des enfants ont fui par milliers afin de retrouver leur famille.

Pour s'assurer de la loyauté des classes populaires, on créa un système d'éducation obligatoire pour tous. En 1900, la majorité des États américains avaient leurs écoles publiques et en 1915, les corporations dépensaient plus d'argent dans le postsecondaire que les gouvernements. La gestion du programme scolaire se fonde alors sur la gestion scientifique développée par Frederick W. Taylor (gestion par tâches). Après la Deuxième guerre mondiale, les différents gouvernements à travers le monde adoptaient comme objectif principal l'éducation primaire universelle. Dans les sociétés industrielles, l'éducation postsecondaire prenait de plus en plus d'importance vue la complexification des technologies de contrôle social et de la division du travail.

L'école comme institution sociale



L'école est une institution sociale qui intervient directement dans le processus de socialisation des enfants. La socialisation est définie comme le processus au cours duquel un individu apprend et intériorise les normes et les valeurs de la société à laquelle il appartient afin qu'il adopte des comportements sociaux spécifiques. Ce processus est nécessaire à la reproduction de l'ordre social. Une société hiérarchisée a besoin de l'école pour enseigner aux enfants la renonciation à leurs désirs et la soumission, pour que les enfants adoptent des comportements soutenant l'ordre établi. La socialisation scolaire est ce qu'on appelle une socialisation primaire et principale, puisqu'elle commence à un jeune âge et elle devient la principale influence sur l'enfant, supplantant la famille. La socialisation institutionnalisée est surtout le résultat d'une contrainte imposée par ses agents. Les interactions entre l'individu et son environnement social sont possible, mais elles demeurent sous la surveillance et le contrôle de l'État et des corporations puisque les interactions sans surveillance risqueraient de produire une transformation sociale radicale de la société.

En résumé, l'école est comme une pilule qui aide les gens à s'adapter à la folie de la société moderne. On y apprend l'asservissement à l'autorité et elle nous empêche de déterminer nous-mêmes la manière dont nous allons vivre notre vie. On ne fait pas des travaux d'école parce que cette expérience est enrichissante en soi, on ne le fait pas selon nos propres termes et modalités, on le fait parce que c'est ce qu'on nous dit de faire.

L'école impose une cadence qui régit notre vie (8h à 16h), nécessaire au modelage de futurs travailleurs dociles. Les parents, occupés à travailler, n'ont pas le choix d'envoyer leurs enfants à l'école et se réconfortent en croyant qu'ils obtiendront une éducation appropriée. Au lieu de vivre au rythme de sa communauté, d'apprendre à travers les activités quotidiennes et de contribuer au bien-être du groupe, l'enfant est encadré par l'État qui le façonne. Pour répondre aux exigences de la production, les parents obligent leurs enfants à se lever tôt pour les envoyer à l'école tandis que l'école se charge d'établir une discipline d'exploités soumis: elle punit les enfants parce qu'ils ne sont pas assis correctement, parce qu'ils parlent à leurs camarades de classe, parce qu'ils n'écoutent pas, parce qu'ils dorment sur leur bureau, parce qu'ils n'ont tout simplement pas envie de faire cette activité là à ce moment là. Dès l'école primaire, on s'ennuie et on se fait donner des ordres. L'école, tout comme la religion, la télé et les jeux vidéo, finira par tuer l'enfant. Elle tue la créature qui exprime librement tous ses désirs et ses frustrations pour le transformer en un mort-vivant, un adulte, constamment en train de gérer son futur — son parcours académique, sa carrière professionnelle, son REER, sa retraite, ses funérailles — et de nier le moment présent.

Ensuite, l'école impose l'apprentissage d'une conception du monde correspondant à l'organisation hiérarchique du social et à une uniformisation des connaissances. On y apprend qu'il n'y a qu'une seule bonne façon de parler et d'écrire, une seule version de l'histoire, une seule bonne façon de s'exprimer en groupe. L'école s'assure que le futur adulte sera fonctionnel dans notre société, qu'il sera capable de répondre de manière appropriée à son patron, d'apprécier la culture de masse, de croire aux paroles des technocrates concernant sa sécurité et aux promesses des scientifiques quant à leur capacité de régler des problèmes environnementaux. Avec la fin du secondaire arrive le stress de la planification de notre future carrière, du cours d'orientation professionnelle et des rencontres bidons avec l'orienteur. Sans t'en apercevoir, tu te fais convaincre d'aller dans tel ou tel domaine, selon le besoin du marché.

Au sujet du rôle de l'école dans la société, l'analyse de Daniel Quinn est très éclairante. Dans son texte *Schooling : The Hidden Agenda*, il note qu'« [au] sein de la matrice culturelle qui est la nôtre, tous les médias nous disent que l'école existe pour préparer les enfants à la réussite et à l'accomplissement de leur vie dans notre civilisation (et elle échoue pourtant) ». Réformes par-dessus réformes, l'école échoue toujours. Quinn renverse alors la question: « Supposons que l'école n'échoue pas? Supposons qu'elle fait exactement ce que nous voulons qu'elle fasse ». Quelles sont donc ces choses qu'elle fait superbement bien?

Tout d'abord, elle fait une excellente job à maintenir les jeunes hors du marché du travail et empêche aisni le pays d'être inondé par des millions de jeunes chômeurs à cause du manque d'emploi. Au lieu de tomber sur le marché du travail à l'âge de 12 ans, ils deviennent des consommateurs actifs, consommant des milliards de dollars de marchandises grâce à l'argent que leurs parents gagnent.

Lors de l'industrialisation des sociétés occidentales, les travaux agricoles requérant de moins en moins de bras, les jeunes flânaient dans les rues et ruelles des nouvelles villes industrielles; afin de les éloigner de la rue, quoi de mieux que de les obliger à fréquenter l'école? Selon Quinn, la solution fut alors d'insérer de nouveaux éléments dans le programme scolaire pour le rallonger. On n'a jamais demandé aux enfants si c'était ce qu'ils voulaient ou avaient besoin de savoir, ou auraient jamais besoin de savoir. Ça ne faisait rien qu'une fois appris, tout soit immédiatement oublié, cela faisait passer le temps.

Après le krach économique de 1929, il est devenu nécessaire de tenir les jeunes hors du marché du travail aussi longtemps que possible. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, on commença à dire que l'éducation devrait comprendre un passage au collégial, puis à l'université. Il faut leur donner toujours plus de poèmes à analyser, plus de pages d'histoire et de littérature à lire, plus d'équations à résoudre. Cependant, les jeunes continuaient de sortir de l'école sans connaître grand-chose de plus qu'au primaire il y a un siècle et n'étaient guère employables.

> « Mais maintenir les jeunes hors du marché du travail n'est que la moitié de ce que l'école réussit superbement. À l'âge de treize ou quatorze ans, les enfants des sociétés aborigènes — les sociétés tribales — ont terminé ce que nous, de notre point de vue, appellerions leur « éducation ». Ils sont prêts à recevoir leurs « diplômes » et à devenir adultes. Dans ces sociétés, cela signifie que leur taux de survie est de 100%. Tous leurs aînés pourraient disparaître du jour au lendemain, il n'y aurait ni chaos, ni anarchie, ni famine parmi ces nouveaux adultes. Ils seraient en mesure de poursuivre leur vie sans problème. Aucune des compétences et des technologies pratiquées par leurs parents ne serait perdue. S'ils le voulaient, ils pourraient vivre tout à fait indépendamment de la structure tribale dans laquelle ils ont été élevés.

> Mais la dernière chose que nous voulons pour nos enfants, c'est qu'ils soient capables de vivre de façon indépendante de notre société. Nous ne voulons pas que nos diplômés aient un taux de survie de 100%, parce que cela les rendrait libres de choisir l'option de sortir de notre système économique si soigneusement construit et de faire ce qui leur plaît.ous ne voulons pas qu'ils fassent ce qui leur plaît, nous voulons qu'ils aient exactement deux choix (pour autant qu'ils ne soient pas déjà riche). Trouver un travail ou aller à l'université. [...] Pour cela, l'éducation nationale réussit sans faute. 99,9% de nos diplômés font un de ces deux choix. [...]
>
> Donc, vous voyez qu'il n'y a pas d'échec de l'école, elle réussit juste d'une certaine façon que nous préférons ne pas voir. Produire des diplômés sans compétences, sans valeur de survie, et sans aucun autre choix que de travailler ou mourir de faim, ne sont pas les *failles* du système, ce sont les *caractéristiques* du système. Telles sont les choses que le système *doit faire* pour que les choses continuent telles qu'elles sont ».

Alors pourquoi continuons-nous d'aller à l'école? Pour la même raison que nous ne nous révoltons pas. La soumission à l'autorité a toujours été l'objectif derrière l'école. Le pouvoir de récompenser et de punir, d'habituer les individus à des modèles de pensée et d'actions souhaités, s'inscrit dans le but d'intégrer l'individu dans un ordre social hiérarchique. Le postsecondaire est juste une autre façon de rendre cette fonction intégrante plus efficace et plus entière dans ses effets. L'objectif de l'université est de faire en sorte que l'individu s'adapte mieux au nouvel ensemble de conditions sociales prescrit par le capitalisme avancé.

Ce que j'ai vu à l'université, ce ne sont pas des individus plus intelligents que le reste de la population, mais plutôt plusieurs jeunes prétentieux dociles, issus de familles privilégiées, ayant fréquentés des écoles privées et des programmes d'élites, parlant la même langue que ceux qui nous dirigent. L'université est le lieu où les jeunes s'entraînent au respect des règles du jeu imposées par l'État. Dans les assemblées étudiantes, on retrouve de jeunes carriéristes et futurEs bureaucrates qui sont plus intéresséEs à bâtir leur CV et ainsi être dans une meilleure position sociale lorsqu'ils et elles appliqueront pour un emploi dans le milieu politique, syndical et des ONGs. Et au niveau intellectuel, les étudiants ne sont rien d'autre que des êtres superficiels qui passent la plupart de leur temps à débattre de la réalité réifiée; ils appréhendent les concepts comme des choses concrètes. On compte des diplômés incompétents par milliers à chaque année.

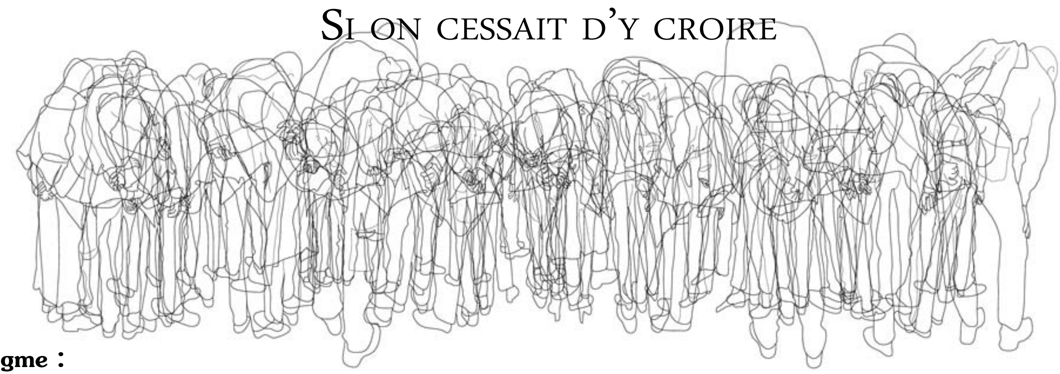
IssuEs de milieux aisés et d'écoles privées, la quasi-totalité des étudiantEs se prennent déjà pour des scientifico-curés, des artstars, des psychologues névrosés, des journaflics et des politichiens. 30 cours, 45 heures par cours et voilà, tu sors de là avec un bout de paperasse et une reconnaissance d'un ordre professionnel en échange d'une cotisation. Ensuite, tu bosses dans un laboratoire à répéter toujours les mêmes crisses de gestes ou dans un centre quelconque à pacifier des jeunes qui en ont plein le cul de leur famille dysfonctionnelle et des lois qui les empêchent d'accéder aux objets valorisés dans notre société. Pas satisfait, il y a toujours la possibilité de te pencher devant ton maître au cycle supérieur, pour ensuite devenir celui ou celle qui supervise les culs et les seins des étudiantEs. L'université est une usine où l'on produit des incompétents au niveau pratique et des spécialistes en connaissances compartimentées.

En conclusion, le système industriel a trouvé dans le modèle scolaire une manière rationnelle de domestiquer les exploitéEs, permettant ainsi de récupérer plus facilement les résistances en les médiatisant à travers des canaux

institutionnels, comme la négociation syndicale ou le réformisme politique. Les révoltéEs qui ont intériorisé les valeurs transmises par l'école ne visent qu'à retoucher l'appareil répressif, pas à le détruire, et un enfant domestiqué est un enfant qui ne s'exprime qu'au moment où l'enseignant (l'État) le lui permet. L'étudiant universitaire est tout simplement une personne qui accepte sa condition de merde et choisit de collaborer avec le pouvoir.



Si on cessait d'y croire



Dogme :
« Affirmation, thèse, opinion émise sur le ton de la certitude absolue et imposée comme une vérité indiscutable. Qui vient de doctrine et croyance ».

« Par sa volonté d'être un mouvement de masse à travers un travail de mobilisation et d'information soutenue, le syndicat de combat offre ce qui est le plus important pour le groupe politique : de nombreux gens mobilisés et organisés qui luttent. Cela est l'humus sur lequel peuvent germer les idées révolutionnaires et c'est dans ce contexte qu'elles recevront la meilleure écoute. » **Extrait de « Le syndicalisme étudiant de combat », Cahier du camp de formation de l'ASSÉ des 24 et 25 septembre 2005**

Voici le dogme du militantisme étudiant qui permet à tant de soi-disant révolutionnaires de s'impliquer aveuglement dans une lutte. Ainsi, les militant.e.s réformistes sont un bassin, un troupeau pour les aspirations extérieures des collectifs radicaux, les étudiant.e.s sont une masse mobilisable, remplie d'un potentiel contestataire.

Les Associations Étudiantes se basent sur un système démocratique, qui malgré son intention de rejoindre la totalité des étudiants en tant que groupe homogène, finit par former des cliques, des groupes affinitaires. Il est donc constamment le théâtre d'une confrontation que l'on tente d'annihiler sous le chapeau de l'unanimité, du mouvement de masse. Elles tentent de récupérer tout ceux et celles qui veulent y faire émerger un autre discours, de centrer les forces au profit de l'organisation.

« En 1946, l'UNEF (Union Générale des Étudiants Français) adopte la Charte de Grenoble qui définit alors ce qui allait être les bases fondamentales du syndicalisme étudiant. L'étudiant et l'étudiante sont décrits comme un jeune travailleur ou travailleuse intellectuel-le qui a des droits inaliénables et des devoirs envers le reste du monde étudiant et le reste de la société ».

Transposer le statut d'étudiant à celui du travailleur, principe à la base du syndicalisme de combat, est une tentative

erronée. L'étudiant ne partage rien avec le travailleur. Il étudie, il ne travaille pas, il n'est pas exploité, il est dominé. L'étudiant est un enfant de l'état, de la famille. C'est ainsi qu'il est traité et qu'il est perçu socialement. L'étudiant comprend-il que toutes les expériences qu'il vit, du party au militantisme, en passant par les cours, s'inscrivent dans le parcours normatif du futur citoyen-travailleur-responsable? L'étudiant est un consommateur, s'il travaille c'est parfois pour payer ses études, souvent pour dépenser selon l'image dominante qui est véhiculée dans les médias de masse. Il est jeune, fou, beau, bien habillé. Il est un consommateur avide à la fois des vieilles idéologies et de la multitude des contre-cultures, sans jamais faire la différence. Bref, il est toujours trop tard à tout. L'université est le temple de la révolte consommée.

« Une animation dynamique, respectueuse et chaleureuse est plus qu'importante pour chaque assemblée dans le but de valoriser la nécessité du code de procédures et rendre tout simplement l'assemblée agréable à vivre! »

Les Assemblées Générales sont la grande messe de la monotonie militante. Les syndicalistes professionnels viennent s'écouter partager la bonne nouvelle. L'important c'est la position : celle que l'on nous force à prendre. Et de l'obtenir par la Majorité. Ici, on oublie la diversité des points de vue, il n'y a qu'un seul discours : Il faut conscientiser la population étudiante. Comme si elle-même ne pouvait pas réfléchir. Et si elle ne s'exprime pas dans les bons termes, c'est qu'elle a tort. Et si l'on défend une autre posture, c'est soit que l'on est réac', soit que l'on est des extrémistes. Il faut créer des tendances, des courants, résumer les idées sous une étiquette et reproduire schématiquement les rapports entre les gens. De manière mécanique et dichotomique, on départage les amis des ennemis, on crée des camps et l'on s'affronte par le langage du politicien, du chef syndical, de l'intellectuel. Il n'y a pas de place à l'émotivité, à la démesure, à l'imagination. Il n'y a pas de choix. Les Assemblées Générales sont l'autel où l'on sacrifie la créativité de la contestation à chaque point de procédure.



Roland Topor,
L'Architecte

« Un travail soutenu de mobilisation et de conscientisation de masse et d'une coordination nationale, est la clé du développement progressif d'une conscience politique affermie ».

Et si on cesse d'y croire? Tout s'écroule? Tout ce à quoi nous avons consacré du temps, de l'énergie, de la rigueur, de la discipline. Si on enlève les œillères du dogme, le château de cartes s'effondre, avec ses dirigeants, ses structures. Il ne reste que la base, un tas, un enchevêtrement. C'est ce qui est fertile.

« On ne combat pas l'aliénation avec des moyens aliénés ».
Voulons-nous combattre dans un univers de réunions vides, de liens médiatisés par des organisations à bannières, à chartes, à règlement? La lutte devient stérile lorsque l'on n'utilise que les dispositifs de domination de l'Empire. Les espaces politiques du syndicalisme étudiant se formalisent par le langage, le décorum et les dynamiques de l'État : ils reproduisent le modèle de sa bureaucratie.
Faut-il montrer au maître que nous sommes de bons élèves?

Pour se faire reconnaître en tant qu'Acteur en lutte, en tant qu'opposant crédible, il faut se soumettre et collaborer. Il faut se montrer mature et devenir partenaire de sa propre domination. L'affrontement sur le terrain syndical, se déroule dans un cadre déterminé d'avance par l'état, où nous avançons par la démonstration d'à quel point nous avons intégré ses manières et son discours. Il n'y a pas de force, pas de « combat ».

Est-ce que c'est vraiment ça qu'on veut? Est-ce la seule façon de lutter?

Les réunions m'ennuient.
Les rencontres de comités sont interminables, vides, dominées par le« devoir » au lieu du « faire ». C'est-à-dire que le procédé, l'organisation, la logistique, devient plus important que le processus, la démarche et la réflexion. Il n'y a plus d'espace pour réfléchir, pour chercher à comprendre et à expérimenter : le terrain est lisse, tracé du Point A au Point B. Ce qui en résulte me laisse fade, amère, insatisfaite.

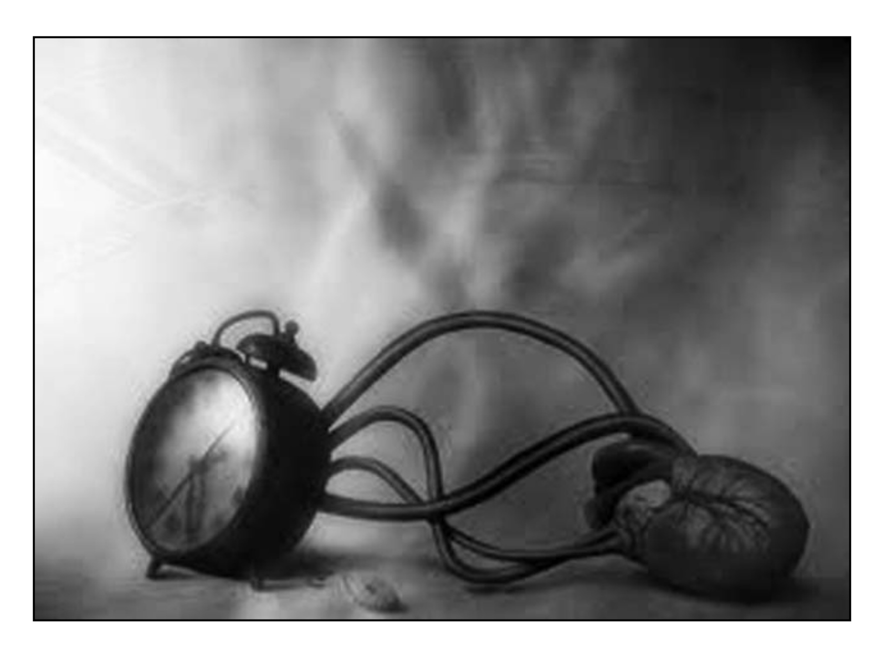
Je fuis le militantisme.
Parce que je ressens le même dégoût de ses structures que celui qui m'a repoussé de la politique électoraliste. D'ailleurs, il semble que ce sont toujours les mêmes qui se présentent aux AG, dessinant le visage d'une masse qui est pourtant silencieuse. Est-ce que cela n'est pas déjà le signe que la démocratie, autant celle dominante que celle qu'on a réformé, est un échec? Qu'il faut trouver d'autres moyens, ailleurs?

Parce que j'en ai assez de me plier sous l'égide de l'Unanimité, de se faire représenter par des bureaucrates centrés sur leur propre désirs. De les voir se vautrer dans la facilité de l'impression de « faire la différence ». Se donner à « la cause », c'est se donner bonne conscience. Nos envies elles se réalisent tout simplement dans tous ces moments informels et spontanés qui font que les gens luttent, dans les rencontres, les occups, la confrontation, la fête. Quand on se libère du cadre quotidien qu'on nous impose.



Kathe Kollwitz,
The Mothers (1923)

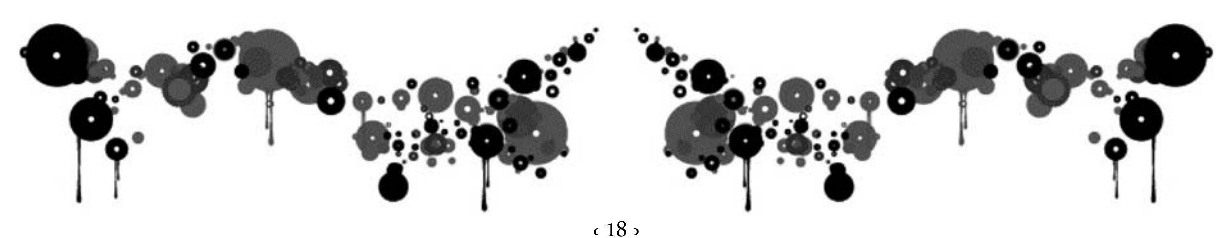
« Plus que 3 profs à expulser, et c'est l'autogestion! »



Aller à l'université, c'est se mettre en position de ne rien désirer du présent, en espérant pouvoir être libre plus rapidement que les autres. Se dire qu'au lieu d'avoir à attendre la retraite, on fera partie de ceux qui n'ont pas vraiment besoin de travailler, de ceux qui travailleront avec leur tête, et n'auront jamais besoin de se salir- et si on est aliéné, au moins on saura pourquoi.

Même ceux et celles qui ne s'avouent pas cette possibilité que pourraient leurs offrir leurs études, espèrent secrètement se « caser », obtenir LA bourse qui leur permettra de vivre dans la pure pensée, LA job avec Greenpeace qui leur permettra de ne pas avoir à trahir leurs idéaux. En attendant, ce temps volé n'est jamais rendu, et, lorsque vient le temps de réclamer son dû, se monnaie de moins en moins cher.

Mais la solution n'est pas de faire en sorte que l'école retrouve ses lettres de noblesse, l'étudiant la possibilité d'être un pur observateur, de la pureté de ce qui ne touche à rien, et ne touchant à rien qui ne peut pas être acheté ou vendu. Ce n'est pas souhaitable, nous devons chercher ailleurs. Nous devons cesser de vouloir rendre désirable ce qui n'aurait jamais dû le devenir. Toute transformation du modèle scolaire pour le conformer à de quelconques idéaux-gratuité, indépendance de la sphère économique, non-marchandisation- ne ferait que masquer ce qui lui donne véritablement son sens, son utilité, ne ferait que retarder le moment de fuir.



Vous pouvez continuer à dormir si vous voulez Mais vous allez tout rater

Something for the rag and bone man
Over my dead body
Something big is gonna happen
Over my dead body
Someone saw someone's daughter
Over my dead body
This is how I ended up sucked in
Over my dead body
I'm gonna go to sleep
And let this wash all over me
We don't really want a monster taking over
Tip toeing, tying down
We don't want the loonies takin' over
Tip toeing, tying down our arms
May pretty horses
Come to you as you sleep
I'm gonna go to sleep
And let this wash over me
- Radiohead, *Go to sleep*

Tu fumes une cigarette et tes larmes partent avec la fumée. Un peu dans toi, un peu dans l'air. Qu'est-ce que tu vas faire? Réfléchir, tu dois garder la tête froide mon pote. Tu dois pas te laisser abattre. Trouver une solution, pleins de solutions de rechange. *À qui est-ce que je vais, à qui est-ce que je peux… emprunter*. Y paraît qu'il faut piler sur son orgueil et demander. Supplier. Faire chier la banque, faire chier la conseillère aux prêts et bourses, aller voir (encore) tes parents. Un p'tit vingt à ta chum. Pour cette semaine. Ça va aller mieux après.

J'aime ce que je fais, j'aime ce que j'apprends. J'excelle d'ailleurs. Du moins, je sais que j'suis à la bonne place. De toute façon, être dans marde ça pousse à la création, au dépassement. Tu te tiens sur la limite, c'est très bon pour la productivité. Nah, allez arrête je blague, c'est vrai que ça stresse les problèmes de cash. Maudits problèmes de cash.

N'est-ce pas qu'on en revient toujours à ça? Au criss de *cash?* On sait que c'est pas ça l'important dans la vie, pourtant ça nous rattrape toujours. Pour moi, le *cash*, c'est LE problème, c'est ce qui tue la vie, ce qui la rend nue et dépouillée de beauté. C'est un obstacle pour aller au bout de mes rêves en toute intégrité, sans me mutiler.

Pourquoi est-ce que si on ne veut pas emprunter c'est un problème d'orgueil? C'est un sacrifice obligatoire pour faire ce qu'on aime? - Va travailler!... Un ou l'autre, ça revient au même, non? L'un ou l'autre, ce n'est pas l'orgueil qu'on sacrifie. C'est la dignité.

Entre *zéro* et *vingt* de l'heure, il y a juste *vingt piastres* de différence. Pas assez pour éviter de me considérer comme une

esclave.

Le destin d'esclave, c'est la révolte ou une vie indigne.

Une vie indigne ne veut pas dire qu'on manque d'intelligence ou de potentiel. Une vie indigne peut posséder une saveur, une couleur, on peut la vivre et avoir de l'appétit. On peut comprendre une vie même lorsqu'on la vit de façon indigne. On peut même créer à partir de cette vie-là. Le processus rend euphorique mais le résultat est toujours angoissant, puisqu'il ne libère pas *vraiment*.

Une vie indigne peut donner le goût d'une vie qui ne serait plus indigne. Il existe tout un tas de trucs pour diminuer, sublimer, utiliser ou transposer la puissance de ce désir. On peut aller magasiner, se planter devant un écran, parler des publicités *marquantes*, faire du sport ou du théâtre, baiser, se maquiller, jouer de la musique. Tous les divertissements peuvent servir à ça.

Y'a une ligne à tracer entre l'aliénant et le créatif. Mais quand on est la majorité des esclaves et qu'on en est conscient.e, c'est difficile de ne pas voir comme une fuite toute action qui n'est pas intrinsèquement liée à notre libération.

Surtout au moment où le cash devient un problème immédiat, parce que là le besoin de révolte, le désir de hurler est imposant. *Mais on se sent si seul.es avec ces problèmes-là.*

Mais quand ça va, ça va tsé. *On survit quoi*. On apprécie les bonnes choses. On profite du bon temps. On aime, on rigole, on va vers les autres.

C'est cyclique alors. Tant que ça l'est individuellement, peu se révoltent. Peu résistent à la volonté d'être mieux, de tout faire pour se sentir mieux, se sentir confortable, se sentir au bon endroit.

Certain.es parlent très fort pour convaincre les autres de résister, mais ils finissent par se heurter à leur reflet de pantin asservi. C'est facile de s'apitoyer quand ça arrive. Je sais, je l'ai souvent fait. Ça fait très mal. C'est souvent la peur d'en arriver là qui empêche d'agir. D'être confronté.e à la violence de la douleur qui surgit quand on est mis en face de notre condition de prisonnières et de prisonniers.

Alors pourquoi on s'en parle pas? La honte? Demander des prêts et bourses (aux banques, au gouvernement), c'est faire en sorte que tes problèmes de cash deviennent des problèmes privés, des problèmes de rapport entre ton rendement actuel et ton rendement futur, un calcul coût-bénéfice de part et d'autre du comptoir. La honte, parce que réclamer la gratuité, c'est admettre que tu es cheap, que tu ne vaudras pas plus en entrant qu'en sortant de l'école. C'est admettre que tu veux aller à l'école pour rien, pour apprendre, pour les amitiés, pour la liberté d'arriver en retard le matin, celle de mettre ses pieds sur le siège d'à côté, celle d'écrire ou de lire jusqu'aux petites heures. Une liberté qui, on nous le répète sans cesse, ne sera plus possible quand on travailleras pour de vrai, et qui n'est certainement pas possible pour ceux qui apprennent à travailler pour de vrai (ceux qui font un DEP avec tout ce que ça comporte d'infantilisation le savent bien).

Jusque là rien de neuf, ce sont les arguments de ceux qui sont de l'autre bord, qui pensent que s'endetter fait partie du processus normal d'investissement sur soi, le human engineering, et pis de quoi tu te plains on est pas aux États. Mais qu'en est-il de ceux qui sont 'avec nous', qui prennent toute revendication pour un prétexte? Pourquoi que à la fin, quand tout sera peut-être revenu à la normale, pourquoi avec eux, il n'y a pas cette redéfinition des rapports à l'argent, cette coupure définitive du dialogue entre moi et le pouvoir, pourquoi il reste encore moi, seule avec mes angoisses d'argent? Pourquoi on n'a pas trouvé d'autre réponse, à la question du comment?
La lutte étudiante, c'est pour les étudiants. Ce que je veux dire ce n'est pas que cette lutte tente de sauvegarder ce qui reste des privilèges et du prestige de l'étudiant, utilisant ceux-ci comme moyens et justifications de moyens d'action plus musclés, plus spectaculaires, que la moyenne des luttes gauchistes qui leur sont contemporaines. Ce que je veux dire c'est qu'il est impossible à l'étudiant, s'il veut participer à la lutte étudiante telle qu'elle se fait actuellemement, de remettre en question le statut d'étudiant, l'existence d'étudiants, de cette classe.

Certains l'assument, ceux pour qui la lutte pour la gratuité est un moyen de conserver cette fragile échelle qui les rend 'upwardly mobile', seul espoir de ne plus être pauvre et précaire.
Comme on le dit ailleurs, on ne sait jamais qui va nous trahir, qui sera encore là dans 5 dans 10 dans 30 ans.

D'autres deviennent fous, tout simplement.

On peut errer longtemps à la recherche d'allié.es. On peut aussi choisir d'aller sur les chemins pas complètement contrôlés, vers les quelques endroits en ce monde où il reste un peu de mystère, d'aventure, d'imprévisible. On peut s'y sentir libre. Mais toujours, on vit dans l'insécurité, dans la précarité, qu'on soit dans la rue, dans la création ou dans les livres.

J'essaie de ne pas chiâler. J'essaie de dire les choses telles qu'elles me traversent. Je pourrais dire que c'est notre faute si on est des esclaves. Ou que c'est la faute des bourgeois, de ceux qui profitent de cet état de chose. Sauf que ce serait trop simple. Je cherche une ligne courbe, je cherche un sol fertile à creuser, entre l'expression de ma souffrance et un sentiment de culpabilité, un endroit où *je* peux être *autre* qu'une victime de ma propre impuissance ou de forces immanentes.

J'imagine une confiance assez robuste pour s'appeler courage. Je crois l'avoir, mais pas assez pour me libérer seule. Je ne peux être libre si d'autres sont esclaves. Je ne peux aller vers ma liberté si on n'est pas assez pour la prendre. Je ne peux pas la prendre à la place des autres. Je suis encore là, avec des complices qui partagent cette volonté. Mais nous ne sommes pas beaucoup, et j'ai peur que nous soyons brisé.es avant l'heure. J'ai peur que nos combats ne mènent qu'à plus de répression. Mais entre l'échec d'un effort collectif ou celui d'un effort individuel, je choisis le premier.

J'ai peur aussi, comme tout le monde, de me souder, parce que tôt ou tard les groupes se séparent, et en qui ai-je vraiment confiance? Qui sera là quand je serai vraiment dans la merde? On ne sait jamais de qui viendront les trahisons ou l'indifférence.

Sur quoi se base cette confiance, que veut dire la trahison? Cela est différent pour chacun, et puis finalement, on est toujours seul.e.

Stratégiquement, c'est risqué. J'ai conscience de ça. Mais je ne peux faire autrement que de continuer.

Et espérer que d'autres nous rejoignent à temps. Que d'autres comprennent que demander ou attendre la liberté ne rime à rien. Qu'exiger quoi que ce soit de seulement moins pire n'est pas suffisant.

Si ma quête est vouée à l'échec, j'ai au moins la fierté de savoir que c'est une quête.

Rendez-vous dans les tranchées urbaines

Une grève se prépare. Que vous le vouliez ou non, elle s'en vient. Elle aura lieu. Parce que l'État pense encore qu'il va nous faire payer une crise économique causée par les riches. Parce que, comme partout dans le monde, des mesures d'austérité nous arrivent en pleine face et qu'elles ont pour conséquence de resserrer le contrôle existant sur nos vies. La liberté exige le refus de ce contrôle.

Un arrêt. Une pause. Un blocus, qui entraîne des pertes économiques à l'adversaire et instaure ainsi un rapport de force. Mais est-ce suffisant? Une grève, ça peut être plate, long, lourd. Une grève est ce qu'on en fait et ce texte est lancé pour rallier des complices autour d'une certaine vision de la grève. Il s'adresse à celles et ceux qui n'en ont rien à foutre, même à celles et ceux qui doutent tout simplement des structures des associations étudiantes : les politicien.nes peuvent bien se donner l'illusion d'une liberté et d'une égalité dans des assemblées générales… À leurs fêtes, ambiance morale syndicale, la démocratie et le protocole n'invitent que les stratégies moites et les discours glissants de la modération, récupérables par les médias.

On veut *faire* autrement, on veut *aller* ailleurs. Prendre une position comme on l'arrache à l'ennemi.

Fuck la passe.
Fuck la passif-ication.

Ne pas se retrancher derrière des revendications limitées à la sphère étudiante. Ne pas se retrancher avec des revendications. Se positionner directement dans les tranchées, dans l'action. Voler ce qui leur est précieux, briser ce qui nous assiège, brûler ce qui nous détruit : leurs barrières, leurs vitres, leur *cash*.

Un miroir se pose entre eux et nous, celui du spectacle. On a l'habitude de s'y contempler doucement, avec nostalgie, avec la haine et une envie lancinante pour l'aventure. Ce miroir, pouvons-nous le détruire? On sait pas encore. Mais certain.es ont choisi de se voir essayer, du moins. De se regarder tenter l'aventure. D'oser appeler la guerre, la guerre. Et chaque nouvelle figure qui prend la position est une liberté en devenir, un air de reconnaissance, un renfort dans nos assises fragiles.

La grève comme figure de lutte étudiante ne nous intéresse pas. La grève, comme instaurer un rapport de force prolongé contre l'État, la grève comme tout foutre en l'air, la grève comme il faut retourner la peur de bord, la grève comme solidarité avec les insurrections qui pointent un peu partout sur la planète. Grèce 2008. Tunisie 2010. Égypte, Lybie, Syrie, Yémen 2011. Avec les sursauts. France 2005. Montréal 2008. Londres 2011. La grève comme découverte de soi, de moi et de toi, comme moments de ruptures vécus à plusieurs.

Même si le pouvoir n'a pas été renversé, même s'il a été remplacé, il a tremblé. Plus il tremble, mieux c'est. À la grève comme à la guerre. En route!

De la nécessité de ne pas faire ça n'importe comment

Le contexte, le fameux contexte. Comment ne pas se demander si le risque sera trop grand compte tenu du mauvais contexte? Vaut-il mieux rester dans les limites de la légalité tant qu'il n'existe pas de liens assez nombreux pour pousser la lutte plus loin?

Plus loin, c'est hors légal. C'est criminel. C'est dangereux. Pour nous, assurément. Des fois pour eux. Mais pas toujours. Surtout si on est peu.

Comment calculer les risques sans expérience préalable? Comment se baser sur autre chose que nos peurs? Comment savoir ce qu'est une bonne méthode, une stratégie efficace, une action qui porte?

Nous n'avons pas le choix d'essayer pour répondre. Ce texte fait partie des moyens que j'entreprends pour me préparer mentalement à me péter la gueule. Je suis constituée d'une telle façon que je ne me lancerai jamais tant que je n'aurai pas réfléchi à la meilleure façon de le faire. Tant que je n'aurai pas exploré mes doutes, les conséquences possibles sur ma vie et celle des gens que j'aime. On ne peut prédire le futur, mais on peut y réfléchir. En rêver. Se pousser en avant.

La leçon justifie l'essai.

On peut aussi apprendre en écoutant les copains. Je ne parle pas d'une expertise, mais d'expériences. Je parle aussi d'admettre la peur, qu'elle soit liée ou non à ces expériences. De parler des chimères, des inquiétudes, des appréhensions. D'essayer de ne pas faire comme si elles n'existaient pas. Un tabou nous rend plus faible. J'aimerais qu'écouter ne se résume pas à hocher de la tête. Ça implique d'amener le doute de l'autre dans sa petite tête égocentrique, et de le soumettre à une évaluation. Minutieuse, basée sur un autre sentiment que nos désirs privés. S'appuyer plus sur une volonté de bien comprendre nos limites respectives, d'envisager lesquelles on voudrait être capable de dépasser et celles avec lesquelles on ne peut montrer aucune flexibilité.

Délimiter ainsi l'espace dans lequel on veut agir, et esquisser les contours de celui vers lequel on veut tendre. Ne rien balayer d'un revers de la main. C'est comme ça que la confiance s'envisage.

Ainsi, je ne pense pas qu'une seule personne devrait nécessairement faire tout ce qui lui passe par la tête, à moins que cette personne soit seule et ne préfère qu'il en soit ainsi. Le choix d'une seule personne a, dès qu'on s'organise, sporadiquement ou quotidiennement, un impact sur ses copains. C'est à considérer dans le choix de nos actions, bien que ça ne doive pas les conditionner.

Imaginer prendre le maquis. S'isoler et vivre en parfaite cohérence avec sa pensée politique. C'est un choix que je respecte, mais qui ne semble pas être une option. Ça ne serait pas en cohérence avec ma pensée affective, qui fait aussi partie de ma vision politique du monde. J'ai non seulement besoin que mes amitiés soient vécues, j'ai envie, je désire cela, et je ne veux pas les faire dépendre de mes objectifs révolutionnaires.

Imaginer qu'on peut créer des émeutes. Ce serait déjà aller vers une attitude de contrôle sur un évènement qui est tout sauf précisément cela. C'est juste une erreur, peu importe qu'elle soit d'évaluation tactique ou émotive. Ça revient au même que pousser pour qu'un mouvement de masse ait lieu. Comme si la masse existait en soi, ailleurs que dans la conscience que nous avons sur notre propre position dans l'échiquier de la guerre. Ici se pose la question du choix. Il n'existe pas de science de l'insurrection et je me méfie des prophètes autoproclamés.

Un contexte ne se crée pas. Il existe. Faire attention, alors qu'on essaie de le comprendre, de ne pas le confondre entièrement avec ces images, celles avec lesquelles on essaie de nous le représenter. Au moins trouver ses propres images, ses propres mythes, ses propres histoires, et tenter de les transmettre. C'est important.

Chaque expérience, pour être digne, sera renouvelée des expériences passées des protagonistes. Ce sera une configuration inspirée, mais tenter de plagier sur le passé sans tenir compte de l'endroit où les intentionné.es sont présent.es, ce serait sans effet .

Il m'a toujours semblé que vouloir forcer une situation est pire que ne rien faire, à cause des conséquences que ça entraîne au niveau de la répression. Ces efforts semblent inutilement servir l'adversaire dans sa volonté de se renforcir, de s'adapter. Le contexte dit : on ne peut compter sur une masse critique de gens. Ce qu'on fera sera, qu'on le veuille ou pas, déterminé entre autre par ce facteur indéniable. Nous ne détruirons pas tous les rapports de force en place. Raison de plus pour se protéger dans le meilleur de nos capacités. Être martyre me m'intéresse pas.

Mais au fond, peut-être que ça, ce qu'il restera de nous je veux dire, constituera une forme qui ne nous appartient pas. Comme n'importe quelle création artistique, nous n'aurons aucun contrôle sur comment elle sera reçue et comprise dès qu'on fout les critiques d'art à la porte et qu'on propose aux spectateurs de devenir protagonistes.

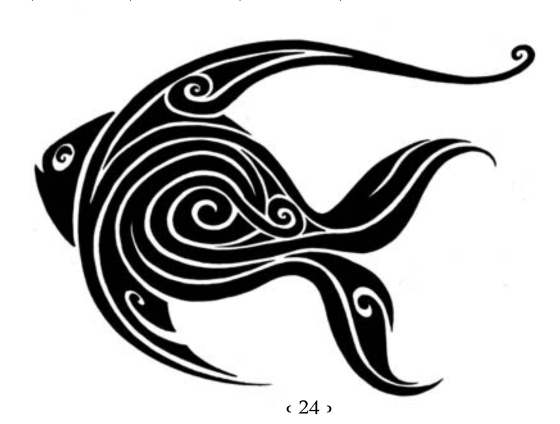
Profiter des moments de frustrations collectives pour tester une méthode, une façon de *confronter* l'autorité. Je dis oui, mais seulement si c'est pour l'expérimenter, nous-mêmes. Pas pour influencer les autres. Je ne le fais pas pour eux, mais pour moi avant tout, et pour les camarades ayant fait le même choix. Je veux apprendre de ma lutte, apprendre en luttant avec des camarades, je ne veux pas montrer à d'autres la voie, je ne LA connais pas. Elle n'existe pas. Il n'existe que des pistes. Le tout est d'en choisir une et de l'explorer. Tant mieux si ça en inspire d'autres. Je ne veux pas être dans l'avant-garde, mais sur la ligne de front.

Assumer ces choix demande du sérieux. Pratiquer une pratique, la sentir dans le corps, dans les tripes. Développer les réflexes physiologiques qui permettront à nos sens d'être aiguisés au moment où la spontanéité nous guidera.



Con/quête

Il existe encore une distance entre mes intentions et le large qui m'appelle.
C'est sur la même composition, mais les fréquences ne sont pas toutes là.
Si mon désir est flou et large comme « faire la révolution », rien ne sera consistant.
C'est un concept, une idée.
À expérimenter, tester, pratiquer, essayer, répéter.
Mon désir, c'est avoir un rôle actif et conscient dans la guerre. Mon désir, c'est arrêter de me regarder vivre ma vie et de loin la juger.
Mon désir, c'est arrêter de voir cette terre comme celle des bourreaux et de leurs victimes. Cette logique est limitée.
Il y a pouvoir et impuissance. Je veux abolir les deux.
Mon désir, c'est arrêter de croire que je peux m'épanouir dans un système aussi débile.
Mon désir, c'est un défi.
Comme défier, comme défiance, déviance, délivrance, délibérée, ma liberté.





«Et, à l'aurore, armé d'une ardente patience, nous entrerons aux splendides villes.» Rimbaud

La grève comme création d'espaces libres
[L'austérité et le contexte global]



Ce texte vise à amener une autre perspective sur la grève étudiante dans le contexte actuel au Québec. Si partout, l'État impose ses mesures d'austérité, il est nécessaire d'en comprendre les causes afin de voir la réalité telle qu'elle est. Le combat réformiste proposé par les syndicats étudiants et ouvriers veut tenter d'entraver le monstre capitaliste en favorisant la social-démocratie comme système politique. Croyant avoir un pouvoir décisionnel dans la balance, la gauche rassemble ses efforts citoyens pour limiter les dégâts que provoque le capitalisme destructeur. À nos oreilles, cette proposition est ennuyeuse et ne nous inspire pas.

Nous concevons la bataille de la social-démocratie comme une lutte visant à changer/améliorer les structures d'un système totalisant : la société. En d'autres mots, cette lutte participe au maintien d'un système duquel les citoyenNEs restent dépendantEs. La gauche considère l'État comme une institution sociale quasi-naturelle qui se transforme par la démocratie bureaucratique. Comme si ça allait de soi. Nous sommes plutôt d'avis que l'État et le capital sont en guerre contre toute existence libre afin de conquérir le pouvoir et le contrôle des territoires, des ressources humaines et des ressources naturelles, pour en tirer du profit à l'infini. Puisque nous avons hautement plus de respect et d'espoir en nos capacités de créer, nous posons matériellement notre refus de répondre autant à ce que l'État espère de ses citoyenEs qu'à ce que les patronEs attendent de leurs employéEs. Nous refusons de voir passer nos corps et nos désirs dans une machine de transformation industrielle. Pour nous, c'est ce à quoi l'école réfère.

Tout actrice et acteur impliquéE dans la machine capitaliste devient accessoire à l'accumulation de profits et collabore aux pillages des ressources, qu'elle ou il le veuille ou non, consciemment ou pas, indirectement ou pas. L'industrialisation de la production n'est pas advenue dans le but de faciliter l'existence des gens, mais bien d'augmenter la productivité, et enfin de favoriser l'enrichissement des patrons et actionnaires propriétaires.

En offrant la providence, les États; au Québec et dans tout autre pays démocratique, se sont fait bons maîtres. Plus particulièrement au Québec, les mesures keynésiennes furent implantées suite aux misères de la crise de 1929 et à la seconde guerre mondiale. Les travailleurs en lutte et les chômeurs en colère avaient compris que leur ennemi était le capital. Pour regagner la confiance des exploitéEs afin d'instaurer une nouvelle paix sociale, l'État intervint dans l'économie de deux façons: en investissant dans les mesures sociales et en créant de l'emploi dans des projets de développements massifs. Cette volonté d'intégrer les masses au Capital était déjà à l'oeuvre dans le compromis fordiste qui se traduisit par des hausses de salaires et la création d'un marché pour les pauvres. Elle se perpétua de plus belle dans la social-démocratie ainsi que par l'intégration des femmes dans le marché du travail et en politique. Le tour de passe-passe fonctionna si bien que beaucoup de syndicats saisirent l'opportunité de cogérer le capital socialisé, toujours dans le but de perpétuer la fiction de la société. Le visage humain du capital se forgeait.

Pendant les années 60-70', grâce aux progrès des technologies, les investisseurs tranquilles entreprirent de coloniser le monde et d'intensifier l'exploitation des territoires encore vierges. L'extraction toujours plus brutale des ressources grâce à la modernisation de la production industrielle accentua la destruction de toutes les économies locales, des solidarités et des savoirs pratiques d'autosuffisance des communautés. Ainsi, par l'intervention de l'État dans l'économie



advint la révolution tranquille. Hydro-Québec fut créé, le système de santé publique s'élaborait, etc. La classe moyenne fut construite de toute pièce. Les révoltes de travailleuse et travailleurs se calmèrent au Québec vers les années 80. La frontière entre patronEs et ouvrierEs devint de plus en plus floue, tout comme la conscience de classe.

À présent, la classe moyenne ne se méfie plus des patronNEs et snobe celles et ceux qui ont de la difficulté à s'intégrer au monde normal. Pourtant, la pauvreté n'a pas disparu; elle est littéralement maintenue. Ce monde reste érigé sur un système d'exploitation. Pour s'enrichir, les fortunéEs ont besoin que les pauvres obéissent et travaillent pour des salaires de merde ou dans les pires cas, qu'elles et ils restent chez elles et eux et écoutent la télé. Après avoir récolté les revenus de taxes sur les produits et les bénéfices d'impôts non-proportionnels aux revenus, l'État joue son rôle de redistribution et nourrit les pauvres par l'entremise du bien-être social pour que les riches continue de s'emplir les poches avec un stress en moins. Il n'y a plus qu'à gérer une population endormie et dépressive qui gobe n'importe quoi.

Difficile aujourd'hui d'imaginer un mode de vie sans la facilité de la technologie. La dépendance à la nourriture industrielle est généralisée et on continue d'alimenter la machine, si fragile et dévastatrice pourtant. De là vient la grande peur de l'effondrement de l'économie et du désastre.

C'est alors que les modes de consommation, de distribution et de production au cheap labour sont érigés sur un système d'interdépendance mondialisé de plus en plus instable, alors que certains pays industrialisés sont menacés de faillite, que les mesures d'austérités frappent. L'État-providence que nous connaissons au Québec avec le bien-être social, l'aide financière aux études, les subventions aux groupes communautaires, la nationalisation de l'électricité et de l'eau, les logements sociaux, atteint sa limite. Il est probablement impossible aujourd'hui, pour les États démocratiques, de maintenir des politiques sociales-démocrates, tout en voulant favoriser l'économie qui ne va plus très bien. D'un coté, il est nécessaire de rembourser la dette publique afin de prévenir la faillite, et de l'autre, le budget alloué aux mesures sécuritaires doit augmenter pour que le contrôle des ressources et du territoire soit préservé. L'équilibre du système est

difficile à maintenir puisque la concurrence des marchés internationaux provoque des abus de toutes parts. Ce n'est certainement pas la première crise économique qui survient, et les plans de relance ont jusqu'à maintenant été utilisés à des fins régulatrices. Aujourd'hui, la dictature par le capital que la démocratie prétend éviter semble revenir à grands pas. Les tentatives de plans de relance n'ont guère de succès.

L'écroulement de l'économie mondiale ne correspond malheureusement pas à la fin d'un monde de domination. L'effondrement rime plutôt avec la réalité du contexte actuel: un budget significatif alloué par les gouvernements fédéraux et provinciaux à de nouvelles constructions d'infrastructures carcérales, plus d'investissements d'entreprises privées (la plupart du temps, des méga-entreprises multinationales) dans tous les secteurs publics, plus de caméras de surveillance et beaucoup plus de répression. Chaque bout de terre est délimité par la propriété, privée ou publique. Chaque individu a son nom écrit dans les registres du gouvernement. Le capital nous fait la guerre en dominant nos espaces vitaux.

L'état-providence transforma considérablement la société. Si les solidarités pratiques de la vie quotidienne avaient été sabotées depuis longtemps déjà, l'État social s'accorda avec le marché devenu accessible aux pauvres. Il créa de nouveaux besoins dontles pauvres ne peuvent dorénavant plus se passer. L'État, avec ses subventions, garde même un œil attentif sur les organismes de rassemblements communautaires. Dans les conditions de l'économie mondiale actuelle, ces mesures -qui ne sont en fait que d'autres formes de contrôle social- disparaissent peu à peu en laissant derrière elles des individus isolés. Atomisés, les gens sont encore plus facilement maîtrisables.

La gauche demande à l'État de redistribuer convenablement les richesses pour favoriser un niveau de vie confortable et tranquille, ainsi que d'assurer l'accessibilité au marché de l'emploi (l'égalité des chances). Pour nous cela veut dire de demander à l'État qu'il continue sa sale besogne cachée sous une bureaucratie. Les gens font les aveugles en se disant que les problèmes sont ailleurs.

Pour être aussi aveugle, il faut tout de même être sérieusement aliéné car en plus de s'imposer par le marché, la société-spectacle qui s'offre à nous est loin d'être intéressante. Chez les gens normaux; sans argent, la vie est plate! Pas de cash = pas de bar, pas de show, pas de cinéma, pas de jeux vidéos, pas de centre d'achat. Pour nous, même avec de l'argent la vie est plate. Il semble clair que les divertissements bidons qui nous sont offerts pour combler nos soirées et nos fins de semaines ne font que perpétuer l'abstraction qu'est la société.

Nous croyons que pour arriver à vivre selon nos propres déterminations, il nous est nécessaire de dépasser les limites de la légalité et de la légitimité ainsi que les cadres qui nous sont imposés. La lutte étudiante contre la hausse des frais de scolarité et la lutte voulant détruire cette société-prison est pour nous imbriquée solidement dans la lutte contre l'exploitation minière ou la lutte en solidarité contre l'expulsion des sans-papiers, et encore. Le capital et la domination s'immiscent dans à peu près toutes les sphères de nos vies.

Les idées de citoyenneté et de légitimité sont à détruire. Le concept de citoyenneté impose à chaque individu dès sa naissance d'être constituants d'un tout abstrait, défini par une délimitation territoriale. Pour nous, chaque individu a le potentiel de prendre un recul et de se réapproprier la construction de son identité et de ses idéaux. Le citoyen et l'étudiant sont des abstractions limitatives, qui construisent les identités. Ces concepts dominent nos subjectivations. C'est avec méfiance que nous approchons les mouvements étudiants, syndicaux et citoyens. Nous sommes beaucoup plus que l'image du cadre dans lequel on nous enferme et surtout nous voulons beaucoup plus.

À Montréal, la tendance radicale du mouvement étudiant se traduit par un réformisme de combat. On organise la lutte encore et toujours dans le but de faire des demandes à l'État en établissant une plate-forme de revendications crédibles pour faire bouger les masses. Certain.es sont prêt.es à faire des actions très risquées pour appuyer la lutte, même si le but de celle-ci est toujours à terme de favoriser la social-démocratie (le maintien de l'État et du statut-quo). On fait

de la politique. On continue à se voir comme des citoyens. On utilise le langage et les structures du pouvoir et du progrès. On reproduit l'aliénation. S'intégrer dans un mouvement syndical étudiant est aussi aliénant qu'un travail. La structure de la démocratie bureaucratique est si bien engagée dans le syndicat étudiant que celui-ci exclut celles et ceux qui ne parlent pas le même langage.

Plusieurs d'entre nous sommes étudiantEs dans les universités, les CÉGEPS ou les écoles secondaires pour l'instant, mais nous croyons que le partage des savoirs doit se faire autrement que par une institution étatique. L'école nous apprend une histoire toute faite, une histoire officielle qui ne représente qu'une partie de la réalité. Nous tenons à créer notre propre histoire et donc, nous refusons d'attendre qu'on nous montre le chemin.

Pour certainEs anarchistes, l'organisation syndicale de masse devient un moment opportun pour faire circuler des idées révolutionnaires et antiautoritaires. Seulement, si «atteindre les masses» signifie mentir sur les intentions réelles et entrer dans le jeu de la bureaucratie syndicale pour avoir un appui quantitatif, la valeur de ce discours est nulle. Manipuler les foules en usant de ruse est une fausse solution si le but réel est de construire une force dans la rue et une menace contre les patrons, les banques, l'État et tout ce qui contrôle nos vies. Vaut mieux être honnête dans nos intentions si le but réel est de nous retrouver en tant que complices. Enfin, c'est ce que nous espérons.

Quand nous sortons dans les rues, ce n'est pas pour demander à l'État de mieux nous gérer. Les syndicats et les étudiantEs ont beau se mobiliser, parfois aller jusqu'à faire l'émeute, ou encore du sabotage pour protester contre les mesures d'austérité, en espérant perturber l'économie et obtenir des gains; ils et elles finiront par retourner au travail dès l'instant où les gains seront obtenus. Du moins, c'est ce que les médias veulent à tout prix laisser paraître afin d'encadrer les foules. Nous devons donc faire un effort supplémentaire pour nous rencontrer afin de mettre en place d'autres possibles.

Si nous nous enthousiasmons de ces grèves et de ces perturbations massives, c'est que dans ces espaces de ruptures et de prises de positions, le quotidien s'arrête. Chacun sur le qui-vive a une plus grande sensibilité. Il y a un espace pour la remise en question. La liberté qui circule dans cette folle rage détruit les structures et les fonctions sociales qui nous sont imposées, ou que certains s'imposent par eux-mêmes pour survivre au quotidien.

En fait, quand nous sortons dans les rues pour combattre les chiens de garde du capital et menacer la paix sociale, nous ressentons enfin une rage commune satisfaisante. Notre volupté surgit dans le conflit révélé et la confrontation avec le pouvoir, dans la création de ces amitiés interdites et dans la solidification de celles-ci. Autrement que de tenir des pancartes insignifiantes en répétant les mêmes slogans réformistes et en se faisant guider comme des moutons, nous prenons tête, chacunE tente de croire que nous sommes ingouvernables. Nous devons apprendre à bouger ensemble, à communiquer, à nous tenir solidement, à nous protéger les uns les autres pour ne plus avoir peur et défier les lignes de flics et enfin développer réellement la force d'attaquer. C'est vrai que nous ne sommes pas tant, pour l'instant. Mais cela ne nous empêche de rien.

Peut-être que c'est un rêve. Nous pensons être nombreuses et nombreux à ressentir en silence le besoin d'exprimer collectivement et activement cette rage qui nous habite. Notre espoir restera tant que nous vivrons, puisque c'est la manière dont nous sentons le monde. Être quelqu'un d'autre pour être accepté en société ? Perdre espoir en croyant être isoléEs et rester les bras croisés? Jamais. Nous sommes maîtres de nous-même et allons au bout de nos rêves. Cela fait maintenant plusieurs générations que tous les aspects de nos vies sont dominés par le capital de façon directe et indirecte. Notre imaginaire, nos affects et nos façons d'ÊTRE sont aussi des marchandises en circulation. L'école, comme la famille et le travail sont les principales structures qui maintiennent le lien social. Ces institutions ont toutes en commun la formation d'individus qui participeront d'une façon ou d'une autre au monde du travail et du spectacle. Nous nous

devons premièrement de confronter cette domination marchande jusqu'en nous-mêmes et à chaque jour pour arriver à détruire cette mascarade contraignante qu'est le spectacle, afin d'entrevoir les chemins qui se cachent sous ses ruines. Dans tous les cas, les chemins de la liberté totale nous sont encore inconnus. Nous pouvons donc tenter l'impossible en nous souvenant des erreurs du passé. Retrouvons-nous pour matérialiser ce conflit contre l'État et ses flics qui défendent la dictature du capital. C'est à nous de déterminer les futurs possibles, et sur cette voie, l'insécurité doit changer de camp.

Notre combat est celui de la liberté sans concession. Un monde qui a besoin de domination et d'exploitation, de police et de prisons pour subsister ne peut qu'être détruit. De nouvelles bases doivent laisser place à l'autodétermination individuelle et collective. Nous unir dans la guerre ne signifie pas de recréer une nouvelle totalité mais bien de révéler les conflits lissés sous la pacification du faire-société. Prenons la guerre de front, risquons de nous dire camarades et de faire en sorte que la grève prenne réellement un sens. Que la grève déborde de son cadre à tout jamais et que notre rage nous guide vers la liberté.



Vers une grève irréversible...



Montréal - hiver 2012